

Les enjeux d'une analyse des religions comme construit social

**“Opium du peuple”, réactionnaires ?
Stéphane Lavignotte invite ici
à considérer les religions
comme un construit social et culturel,
une réalité changeante et multiple,
traversée par la lutte des classes.**

Penser les religions depuis la gauche

Dans les années 60, une génération se politise en se mobilisant contre les guerres d'Algérie puis du Vietnam. Parmi eux, des jeunes chrétiens qui rejoindront les forces de gauche. Cinquante ans après, à l'été 2014, des jeunes musulmans manifestent dans la rue pour la Palestine. À côté d'une minorité ultra-réactionnaire, une majorité, notamment des jeunes femmes, s'opposent aux premiers et connaît ses premières mobilisations. Mais la gauche, tétanisée par la voile qu'elles portent, passe à côté de la politisation de cette génération. Non seulement la gauche ne sait plus leur parler, mais elle les oblige à cacher leur foi quand ils sont – bien plus nombreux qu'on ne croit et qu'ils ne le croient eux-mêmes – membres de ses organisations. Comment la gauche a-t-elle à ce point perdu le contact avec les croyants progressistes, et notamment ces jeunes générations musulmanes, alors qu'elle s'est construite tout au long de son histoire avec eux : des courants du socialisme utopique du XIX^e siècle aux “chrétiens de

gauche” des années 70, en passant par “la main tendue” de Thorez en 36 et à la fraternité de « *celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas* » pendant la Résistance ?

**À côté d'une minorité
ultra-réactionnaire,
une majorité, notamment
des jeunes femmes,
s'opposent aux premiers
et connaît ses premières
mobilisations.
Mais la gauche, tétanisée
par la voile
qu'elles portent, passe
à côté de la politisation
de cette génération.**

Panique à babord

La gauche a perdu la main car elle ne sait plus penser par elle-même la question religieuse. Elle se laisse imposer le voca-

bulaire et les raisonnements de la droite et de l'extrême-droite, qui n'hésitent pas à dire en même temps et en toute illogisme qu'il faut défendre la laïcité et l'identité chrétienne de la France contre l'Islam, et fait appel aux musulmans quand il s'agit de combattre les abécédaires de l'égalité, le mariage pour tous ou faire tomber les mairies communistes de Seine-Saint-Denis.

De la même manière, face à la pluralisation et la desinstitutionalisation du religieux (voir encadrés), elle semble perdue. Dans un très pertinent texte de critique de mon livre, Samy Joshua demandait : « *La proclamation de la croyance en une entité supérieure est majoritaire ou même la référence au christianisme est toujours largement répandue ? Mais quand les mêmes ne sont plus que 20 % à penser que Jésus est fils de Dieu, c'est quoi le christianisme ?* ». Dans une vision catholique institutionnelle, le christianisme, c'est notamment la croyance en un certain nombre de dogmes, dont celui-là, que défend l'institution. Mais au nom de ●●●



Stéphane Lavignotte est pasteur de la Mission populaire évangélique à Gennevilliers (92), président du Mouvement du christianisme social. Militant écologiste, il est membre d'Ensemble ! Dernier ouvrage paru : *Les religions sont-elles réactionnaires ?* Textuel 2014, 139 p., 13,90 €.

●●● quelle légitimité, sinon d'habitude, laisserions-nous une institution qui ne réunit régulièrement que 8 % des gens qui se réclament du catholicisme définir seule ce qu'il est ? On peut légitimement se demander si le point de vue des catholiques sur le mariage pour tous, c'est le "non" de l'institution ou le "oui" à 61 % des catholiques (toutes catégories confondues dans le sondage BVA d'avril 2014 déjà cité), comme le défendit dans le débat le journal chrétien progressiste *Témoignage chrétien* ? Idem sur l'IVG où le "oui" monte à 91 %.

Marx, Engels, Gramsci, Bloch (...) ont décrit les religions comme des faits dialectiques (...) traversés par la réalité de la lutte des classes et porteurs d'imaginaires potentiellement subversifs quand les opprimés s'en emparent.

Une théologie devenue démocratique ?

« Quand les mêmes ne sont plus que 20 % à penser que Jésus est fils de Dieu, c'est quoi le christianisme ? » Eh bien, le christianisme, c'est ce en quoi les gens qui se définissent comme chrétiens croient, et il est temps de les écouter - y compris dans nos organisations - et non

pas de laisser le monopole de la parole aux institutions, ce qui en arrange bien certains puisque cela avalise leur cliché que "La-religion est réactionnaire".

Nous sommes en plein dans la naissance et la revendication - et nous devrions politiquement la soutenir - d'une "théologie démocratique" ●●●

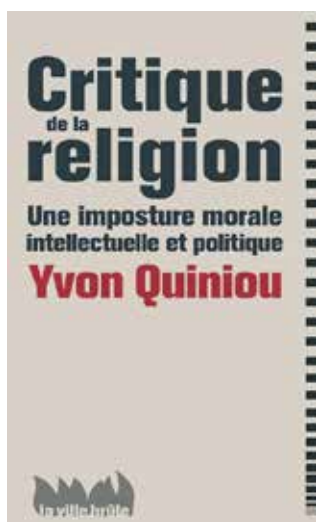
Religieux sans Dieu ?

55 % des Français croient en Dieu... mais 75% déclarent une religion. Mauvaise réponses ou mauvaises questions ?

Dans un sondage effectué en 2011 pour le Journal du Dimanche, l'IFOP a mis en avant que la croyance en Dieu concerne encore aujourd'hui une majorité de Français (56%). Ce résultat est stable depuis 2004 : 55 % des personnes interrogées par l'Ifop pour le JDD. Le chiffre a certes diminué depuis 1947, année pendant laquelle 66 % se disaient croyants, mais moins qu'on pourrait le penser. La grande différence avec 1947 est dans le passage de l'agnosticisme à l'athéisme : en 1947, 14 % ne se prononçaient pas et 20 % ne croyaient pas ; en 2004, les non-croyants sont passés à 44 % et 1 % seulement ne se prononçaient pas. En 2011, plus personne ne se définit comme "ne se prononce pas" sur la question de Dieu, le nombre de non-croyants est stable, les croyants ont augmenté d'un point. La croyance est plus répandue chez les femmes (61 %) que chez les hommes (51 %). 47 % des ouvriers et 58 % des employés se déclarent croyants. Les moins croyants sont les professions libérales et cadres supérieurs (46 %). 47 % des moins de 25 ans croient contre 66 % des plus de 65 ans. À droite, 67 % sont croyants, tandis que la gauche se divise en deux parties égales de 50 % entre croyants et non-croyants !

7 % des personnes interrogées se déclarent musulmanes, 4 % protestantes, 2 % juifs et 1 % d'une autre religion. On peut noter deux petites surprises. Alors que seulement 56 % des Français se disent croyants, 61 % se déclarent catholique et le total des personnes déclarant une religion est de 75 %. 44 % ne croient pas en Dieu mais 25 % seulement ne déclarent aucune religion. Ainsi, à l'inverse, cela signifie que presque la moitié des personnes disant ne pas croire en Dieu déclarent une religion. La religion apparaît donc pour un nombre très important de Français comme autre chose qu'une croyance en Dieu : une appartenance ? Le lien avec une histoire ? Un ensemble de valeurs ? À moins qu'il n'y ait, comme souvent dans les sondages, un problème : et si c'était le terme "croire en Dieu" qui, aujourd'hui, ne permettrait plus de rendre compte des convictions des personnes sur ce sujet ?

St.L.



Yvon Quiniou et Stéphane Lavignotte ont débattu de ces questions, entre autres dans un face à face de *L'Humanité* (<http://www.humanite.fr/faut-il-relancer-la-politique-de-la-main-tendue-en-direction-des-croyants-553673>). Sur son blog, Stéphane Lavignotte renvoie à d'autres contributions au débat (<http://blog.stephanelavignotte.fr/post/2014/09/10/%22Les-religions-sont-elles-r%C3%A9actionnaires-%22-%28Textuel%29>).

qu'Eric Fassin évoquait dans la préface qu'il avait donné à mon livre *Au-delà du lesbien et du mâle, la subversion des identités dans la théologie queer d'Elizabeth Stuart* (Van Dieren, 2008). Et cela n'est pas

moins valable dans l'Islam sunnite (majoritaire) où il n'existe pas de clergé et où chaque croyant est donc responsable personnellement devant Dieu et - de fait - choisit ses propres autorités de référence.

Pourquoi la gauche a-t-elle tant de mal à se saisir de cette opportunité ?

La gauche dans un piège religieux

Ne s'est-elle pas laissée piéger par une vision religieuse de la religion ? Beaucoup d'intervenants dans le débat donnent l'impression qu'il existe "la religion", vue comme une réalité monolithique, une essence hors du social. Une lecture laïque, non religieuse, signifierait au contraire appliquer à ce thème les outils intellectuels - l'histoire, la sociologie, la philosophie, l'anthropologie - qui,

"Élargir la palette de ce qui peut s'exprimer"

« La Bible, comme les mythes, les textes poétiques, à la manière des romans, de la peinture ou des chansons populaires, permettent de dire le profond de l'homme, de sa noirceur comme de sa rêverie, de ses espoirs comme de son désarroi, de ses espérances... Pourquoi la référence biblique ou coranique ne prendrait pas place à côté de l'ensemble des références culturelles, de *l'Illiade et l'Odyssée*, des textes de Marx... ou du *Petit Chaperon Rouge* ?

Cela implique que, dans le débat, les croyant-e-s n'exigent pas, pour leurs références spirituelles, le privilège de vérité surplombante. Qu'ils acceptent qu'elles puissent être critiquées, comme n'importe quels arguments ou références amenés dans la discussion, acceptés ou rejetés en fonction de leur cohérence avec l'ensemble des valeurs communes. Qu'ils s'interdisent d'utiliser l'accusation de blasphème contre les critiques de la religion. Cela implique à l'inverse que les non-croyant-e-s ne les rejettent pas d'emblée, sans entendre ce que ces

références donnent à penser, pourraient leur dire.

Dans cette approche où les croyant-e-s ne revendiquent pas de privilège de transcendance pour ces textes, ils apparaissent comme une référence de plus dans le débat, pas moins, pas plus légitime qu'une autre.

Laisser une place à la dimension croyante de la culture militante, cela veut dire des efforts à faire. Mais cela signifie aussi qu'en élargissant le canon de ce qui est légitime dans le débat, on réduit les inégalités entre ceux et celles qui maîtrisent les références classiques, blanches, bourgeoises, etc., et les autres. Élargir la palette de ce qui peut s'exprimer, se dire et se débattre, c'est se donner la possibilité collective de penser plus, d'agir plus nombreux-ses et plus complètement, vers un monde plus riche d'autre chose que d'argent et de biens manufacturés. »

Extrait de : Héloïse Duché et Stéphane Lavignotte, "Anticapitalistes et croyant-es, t'y crois toi ?", octobre 2010, <http://www.contretemps.eu/interventions/croyants-anticapitalistes-tu-crois-toi>

Outre l'enjeu d'une gauche plus inclusive, plus ouverte à la diversité des références convictionnelles qui comptent réellement pour les personnes, il s'agit aussi d'accueillir des questions qu'elle a trop tardé à se poser.

depuis les lumières, permettent de faire sortir les réalités collectives de la « nature » pour les penser comme des faits culturels et sociaux, donc changeant suivant les lieux, les époques, les évolutions sociales, le travail des croyants dans les religions, les interactions avec le reste de la société. Parmi ces outils ●●●

●●● intellectuels, il y a les réflexions de Marx, Engels, Gramsci, Bloch qui ont décrit les religions comme des faits dialectiques – qui ne sont pas condamnés à être réactionnaires, peuvent devenir révolutionnaires – traversés par la réalité de la lutte des classes et porteurs d'imaginaires potentiellement subversifs quand les opprimés s'en emparent. La gauche doit "dé-essentialiser" sa vision de la religion : ne plus la penser comme une essence, mais un fait social.

Dans le contexte français, cela signifie aussi "dé-catholiciser" notre façon de voir les religions. S'apercevoir que, bien souvent, sans s'en apercevoir, c'est en catholiques que nous pensons les faits religieux. Par exemple : s'énervier et prendre pour un signe d'arriération le

fait de donner de l'importance aux rites quotidiens (habillement, nourriture...) parce que le christianisme l'a lui-même relativisé. Autre exemple : croire que la religion est "une" comme voudrait le faire croire le dogme catholique, alors qu'elle est diverse à l'extrême – un catholicisme des ouvriers, un autre des patrons, celui des "pratiquants" qui manifestent contre le mariage pour tous, celui des non-pratiquants qui y sont favorables à 58 %.

Des enjeux cruciaux

La gauche doit se réapproprier ses propres outils de pensée, y compris pour analyser les ressorts qui poussent les religions dans un sens réactionnaire : les lectures conservatrices des textes sacrés, la croyance dans un ordre naturel du monde, la charité qui laisse entière

les causes structurelles des injustices, l'institutionnalisation et la bureaucratisation des religions... L'outil historique lui permettra de découvrir comment, depuis des siècles, dans le monde entier des courants croyants ont participé aux luttes pour un monde plus juste : de la guerre des paysans de Thomas Münzer, au moment de la Réforme protestante, aux courants de la théologie de la libération toujours aussi vivants en Amérique du Sud, en passant par les courants chrétiens de gauche en France. Aujourd'hui, il y a des anarchistes chrétiens, des croyants engagés pour la planète, des théologiens et des militants féministe et LGBT musulmans, juifs, catholiques...

L'enjeu est multiple pour la gauche. Comprendre que le clivage ne ●●●

De l'industrie lourde au bricolage actif

Longtemps la sociologie pariait sur une sortie de la religion. Finalement, la foi est toujours là, mais dans des formes de plus en plus diverses... L'éclairage de Mathieu Gervais, doctorant en science des religions à l'École pratique des hautes études (EPHE) et militant du Mouvement du christianisme social. St.L.

« Le paradigme dominant de la sociologie des religions a longtemps été celui de la *sécularisation*. Il s'agissait de lire l'histoire moderne comme un processus de sortie de la religion au profit de la rationalité, politique et scientifique. L'idée générale d'un désenchantement du monde se décline ici dans l'observation d'une emprise décroissante des institutions religieuses sur la société et d'une pratique religieuse en recul. Par exemple en 1960, un Français sur quatre

déclarait aller à la messe tous les week-ends, ils n'étaient plus que un sur dix en 1980 et sont aujourd'hui un sur vingt seulement. De fait, l'influence politique et culturelle directe (consigne de vote par exemple) des institutions religieuses est aujourd'hui complètement marginalisée.

Toutefois, ce paradigme de la sortie de la religion doit être amendé de plusieurs manières. D'abord, il convient de souligner que la baisse de la pratique religieuse ne s'observe de façon significative que dans l'espace européen, ce qui rend problématique l'application d'une analyse en terme de sécularisation dans d'autres régions du monde : aux USA par exemple, 80 % de la population déclare croire en Dieu. En Chine, un autre problème se pose quant à la possibilité d'appeler religion les croyances et pratiques traditionnelles, ce qui pose la question de savoir si nos analyses européennes ne sont pas trop centrées sur ●●●

●●● passe pas entre croyants et non-croyants mais entre progressistes et réactionnaires, y compris dans les religions. Reprendre contact avec sa base sociale populaire, dans laquelle la composante croyante reste forte et se trouve renouvelée par les vagues d'immigrations et ceux des enfants d'immigrés qui se sont réappropriés la foi de leurs parents. Permettre à ses militants de ne plus laisser "au placard" une part importante de leurs convictions. Outre l'enjeu d'une gauche plus inclusive, plus ouverte à la diversité des références convictionnelles qui comptent réelle-

ment pour les personnes, il s'agit aussi d'accueillir des questions qu'elle a trop tardé à se poser.

Les impasses du siècle passé à gauche ne tiennent-elles pas aussi à une vision trop uniquement matérialiste et calculante, qui a fait l'impasse sur le non-utilitaire, comme la beauté, l'amour, l'imaginaire ? À une volonté de tout contrôler, de tout transformer en instrument - y compris les personnes - qui aurait gagné à entendre les alertes de ceux qui pensent que tout ne se maîtrise pas car tout ne dépend pas de nous ? La révo-

lution ne sera-t-elle qu'une affaire de statut de la propriété et de modèle constitutionnel, n'est-elle pas aussi révolution des imaginaires, des valeurs, des convictions profondes ?

La montée de l'islamophobie comme des courants réactionnaires dans le catholicisme et dans l'Islam rendent urgent pour la gauche de penser différemment la question religieuse et de penser une nouvelle politique de la main tendue. Le sujet est compliqué, explosif, il prendra du temps à avancer. Raison de plus pour s'y mettre dès maintenant...

●●● une définition chrétienne de la religion. De plus, en Europe même, si on relève effectivement, depuis les années 1970, un affaïssement des pratiques et des appartenances à tel ou tel culte, les croyances demeurent : en 2005, 52 % des Européens déclaraient croire en Dieu et 30 % croire en une "force spirituelle". En fait, on croit toujours, mais différemment. C'est pourquoi on parle d'*individualisation* et de *dissémination* des croyances : multiplication des contenus des croyances qui se construisent de plus en plus de manière individuelle, comme un choix et non un héritage. Le terme *bricolage* sert parfois à expliquer la façon dont les individus se constituent concrètement des croyances à la carte en piochant dans les différentes ressources religieuses à leur disposition.

Le paysage religieux de nos pays se trouve alors profondément marqué, non par la disparition du religieux, mais par la pluralisation des croyances. Historiquement relativement homogènes sur le plan des croyances, nos sociétés deviennent donc pluralistes sous une triple influence. D'abord, les flux migratoires entraînent une cohabitation entre plusieurs traditions religieuses, on pense par exemple à la religion musulmane en France. Ensuite, la dissémination des croyances voit apparaître de nouvelles pratiques et de nouvelles institutions dont l'aspect religieux peut être questionné (depuis la diffusion du bouddhisme jusqu'à celle de la scientologie). Enfin, l'individualisation propre à notre société s'observe aussi sur le plan des croyances et engendre souvent une *croyance* religieuse qui s'exprime *sans appartenance* à une institution religieuse ("je crois en Dieu mais ne suis pas chrétien, ni musulman,

ni juif..."). Inversement, il est aussi important de relever que les traditions religieuses continuent de revêtir une importance culturelle importante, surtout en période de crise. En effet, si on a pu croire que le développement de la science et de la technique associé à la croissance économique tendaient à désenchanter le monde, la remise en cause de ce projet depuis les années 1970 va avec la valorisation des traditions religieuses comme refuges identitaires. Certains chercheurs parlent même parfois d'*appartenance sans croyance* pour expliquer ce rattachement à la religion. Ainsi, depuis le débat sur les racines chrétiennes de l'Europe, jusqu'à la diffusion de l'islam radical, en passant par les manifestations catholiques contre le mariage pour tous, on constate que l'augmentation des sentiments d'incertitude (sur la définition de nos identités et notre avenir) et d'insécurité (économique et sociale) vont souvent avec la réaffirmation de valeurs religieuses.

Finalement, il existe un consensus sur le déclin de la religion en tant qu'institution qui règle notre vie dans tous ses aspects : en France, le catholicisme n'a plus le poids qu'il avait en 1950. En même temps, on constate des recompositions plutôt qu'une disparition des croyances. Le débat reste alors ouvert sur la définition de la religion, de la religiosité, des croyances, de la spiritualité. Ce qui paraît toutefois certain, c'est la nécessaire réforme d'une lecture historique linéaire qui prédirait la disparition programmée de la religion.

● Mathieu Gervais